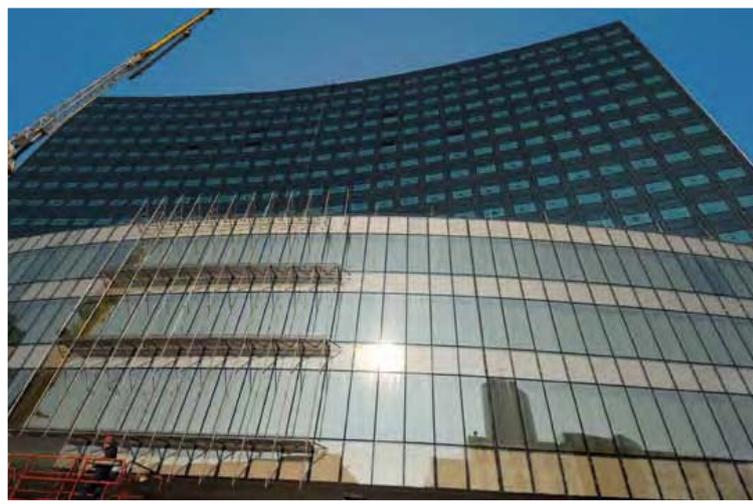


Service d'infrastructure de la défense

Rapport d'activité 2010



SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE



L'acteur central du soutien immobilier

Le **service d'infrastructure de la défense (SID)** assure le soutien immobilier des forces armées, directions et services du ministère de la Défense et des Anciens Combattants, sur le sol national et à l'étranger. Il est l'interlocuteur privilégié de la défense dans la construction, la maintenance immobilière et la gestion du patrimoine. Avec 4 400 collaborateurs et 1 500 M€ de budget annuel, il forme le grand réseau de compétences rattaché au secrétariat général pour l'administration (SGA).

Notre métier

Assister : nos équipes aident et conseillent le commandement dans l'expression des besoins, l'opportunité des investissements et la faisabilité des projets.

Construire : nos ingénieurs et techniciens conduisent et réalisent les opérations d'infrastructure, spécifiques (ouvrages maritimes, abris, pistes aéronautiques ou installations nucléaires) ou relevant du bâtiment courant à destination militaire.

Entretenir : nos agents maintiennent et administrent le patrimoine immobilier de l'Etat occupé par le ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

Expertiser : nos spécialistes apportent leurs compétences techniques, administratives et juridiques pour répondre aux spécificités de l'infrastructure militaire.

Nos valeurs

Modernité

Notre ambition : adapter notre organisation et nos méthodes de travail aux évolutions du ministère, dans une logique d'efficacité et en restant un acteur engagé du développement durable.

Esprit de service

Notre métier : comprendre les problèmes du commandement en apportant des solutions adaptées à ses besoins dans le respect des coûts et des délais.

Réactivité opérationnelle

Notre contrat : soutenir les forces en opérations extérieures, maintenir la capacité opérationnelle des moyens de la dissuasion nucléaire, des nouveaux systèmes d'armes et de l'ensemble des infrastructures vitales pour la défense.

Partenariat

Nos atouts : nous appuyer sur des partenaires publics et privés reconnus :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) assure le soutien infrastructure des bases aériennes dotées de pistes d'envol.
- Les entreprises du BTP réalisent, dans le cadre de marchés publics passés par le SID, les travaux au profit de la défense.
- L'école du génie, l'école nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) et Arts & Métiers Paris-Tech forment une grande partie des agents et militaires du SID.

REPÈRES

Panorama 2010	2
Chiffres clés	4

STRATÉGIE

Objectifs	8
Modernisation	10
Compétences	16
Performance	18

MÉTIER

Assistance au Commandement	24
Conduite et Réalisation	26
Opérationnel	32
Gestion et Maintenance	36
Expertise	40
Achats-Finances	42
Outils métiers	43

Répondre aux besoins de demain

Le service d'infrastructure de la défense a célébré son 5^e anniversaire en 2010. Depuis cinq ans, il soutient les infrastructures militaires tout en s'adaptant aux évolutions du ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

Le SID poursuit sa transition vers une nouvelle organisation qui se met progressivement en place. Elle est étroitement liée aux bases de défense qui constituent le cœur de la réforme des armées. Nous avons simplifié nos structures, fait évoluer nos procédures et notre savoir-faire pour mieux répondre aux besoins de demain.

La partie « Stratégie » du rapport d'activité 2010 traduit ces changements. Nous avons dû relever le double défi de mettre en œuvre la modernisation du SID tout en assurant la réalisation d'un plan de charge important induit par les opérations nécessaires à la restructuration des forces. Adaptation permanente de nos compétences et efficacité nous ont permis d'atteindre les objectifs fixés. Nous sommes pleinement engagés sur la voie de la modernisation, dans une logique d'efficacité.



Dans une seconde partie, nos activités de l'exercice 2010 sont développées au travers des principaux « Métiers » qui caractérisent le service aujourd'hui et des compétences qui se renforcent avec la réforme de la fonction infrastructure : l'assistance au commandement, la conduite et la réalisation, le soutien des forces en opérations, la gestion et la maintenance, l'expertise ou encore les filières achats et finances.

Ce bilan annuel, enfin, me permet de rendre hommage aux hommes et aux femmes du SID qui œuvrent chaque jour afin que notre service réussisse sa mutation et s'affirme comme le référent unique du ministère en matière d'infrastructure.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Vitry'.

Le général de corps aérien
Gérard Vitry

Faire face à l'urgence,



Janvier : Haïti - Trois experts du SID sont envoyés en Haïti, à la suite du séisme qui a secoué l'île. Ils évaluent les dégâts et les travaux à mener sur les infrastructures françaises et certains bâtiments haïtiens.

Février : réforme - Nouveau mandat du 26 février confié au directeur central par le ministre de la Défense. Le SID est conforté dans sa position d'acteur central de la fonction infrastructure. Il voit s'élargir son champ d'actions et accroître ses responsabilités.

Mars : Chili - Deux experts du SID se rendent au Chili après le séisme qui a frappé ce pays. Leur mission s'étend de l'expertise sur les bâtiments français à l'assistance technique au profit des infrastructures chiliennes. Ils travaillent en collaboration étroite avec l'ambassade de France.

Avril : cyclone Tomas - Après le passage du cyclone Tomas, une équipe de la direction d'infrastructure de la défense (DID) de Nouméa rejoint l'île de Futuna. Elle expertise les bâtiments de la gendarmerie de Sigave et doit faire face aux dégâts importants sur les installations électriques et la voirie.

Mai : Afghanistan - La cellule de soutien au stationnement (CSS), structure du SID sur le théâtre afghan, réalise les opérations d'infrastructure au profit des forces françaises en Afghanistan. Elle sécurise et aménage les bases opérationnelles avancées et améliore les conditions de vie des troupes.

Juin : patrimoine - Le général Vitry et le maire de Versailles inaugurent le portail rénové de « l'Hôtel de la Guerre », siège actuel de la direction centrale du SID. Après onze mois de travaux, l'entrée monumentale de cet ouvrage historique construit sous Louis XV retrouve son éclat.

sur tous les fronts...



AOUT



SEPT



OCT



NOV

Juillet : inondations - Lors des inondations dans le Var, l'établissement d'infrastructure de la défense (EID) de Marseille et surtout son détachement de Draguignan interviennent avec réactivité sur les emprises militaires touchées par les flots. Les installations électriques sont sécurisées et plus de 15 marchés sont lancés dans l'urgence pour réparer les dommages qui s'élèvent à 6 M€.

Août : école de l'infanterie - L'EID de Marseille, soutenu par l'EID de Montpellier, a livré, en 18 mois, les infrastructures d'accueil de l'école de l'infanterie qui a rejoint l'école de l'artillerie pour former les écoles militaires de Draguignan (EMD).

Septembre : anniversaire - Le SID fête ses 5 ans. Créé le 12 septembre 2005, il est le fruit de la fusion des trois services constructeurs des armées de terre, de l'air et de la marine. Depuis cinq ans, il construit, maintient et gère le domaine immobilier de la défense, en s'adaptant aux évolutions du ministère.

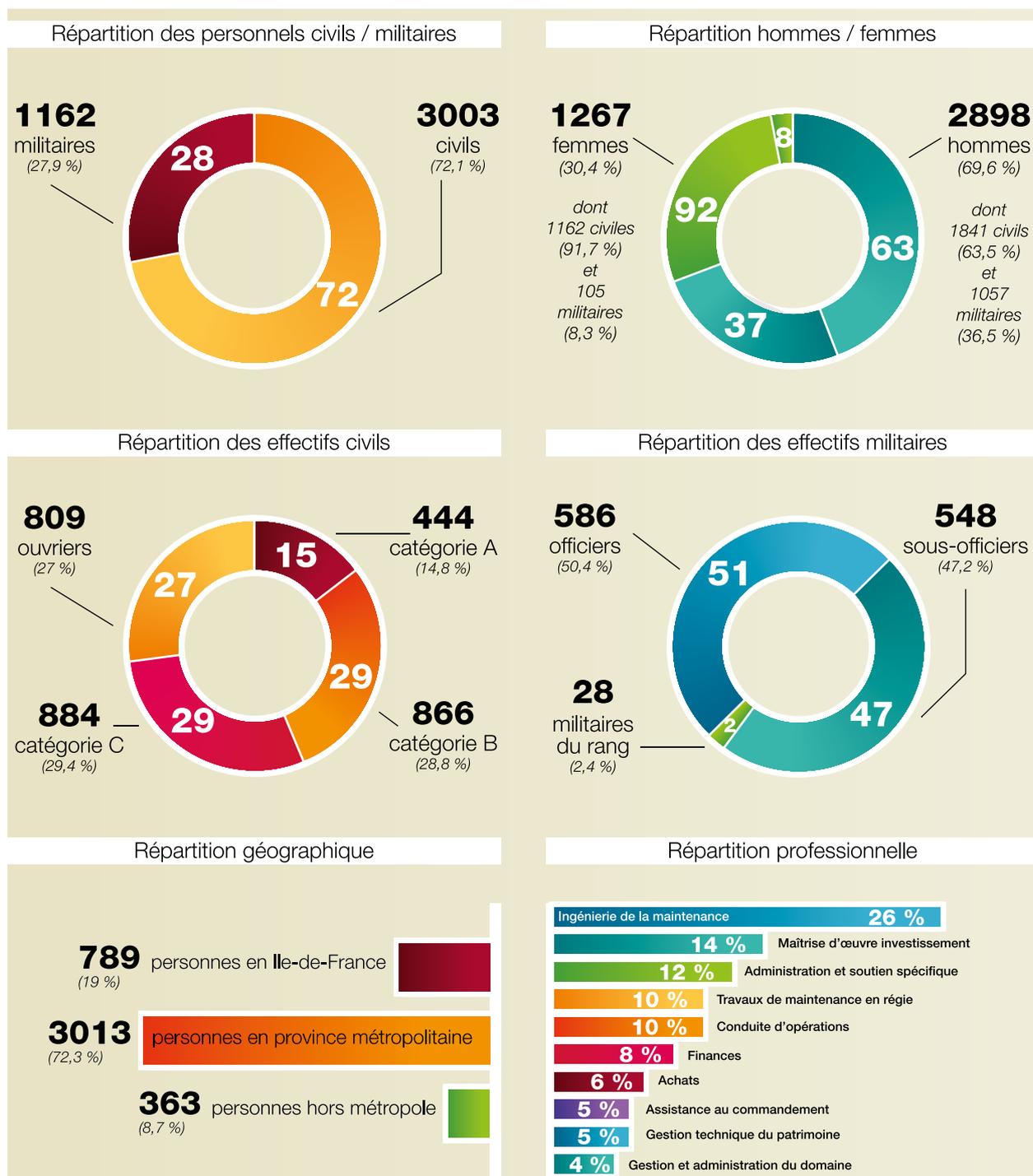
Octobre : IMI - Le corps des ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI) est créé par décret du 20 octobre 2010. Les IMI seront formés au sein de l'école d'ingénieurs Arts et Métiers ParisTech. Les officiers déjà en poste dans l'infrastructure pourront intégrer, s'ils le souhaitent, ce corps sur sélection.

Novembre : trophée - Le SID se voit décerner le « trophée de la commande publique » dans la catégorie « performance économique ». L'accord-cadre sur la construction d'une centaine de bâtiments types ou « bâtiments génériques » qui hébergeront les unités restructurées est ainsi mis à l'honneur.

Décembre : réorganisation - Les acteurs de la réorganisation du SID se réunissent lors du séminaire « ESID-USID, conduite 2011 » afin de parachever la transformation du service. Dès le 1^{er} janvier 2011, le SID adoptera sa nouvelle organisation en établissements du SID (ESID) et unités de soutien de l'infrastructure de la défense (USID).

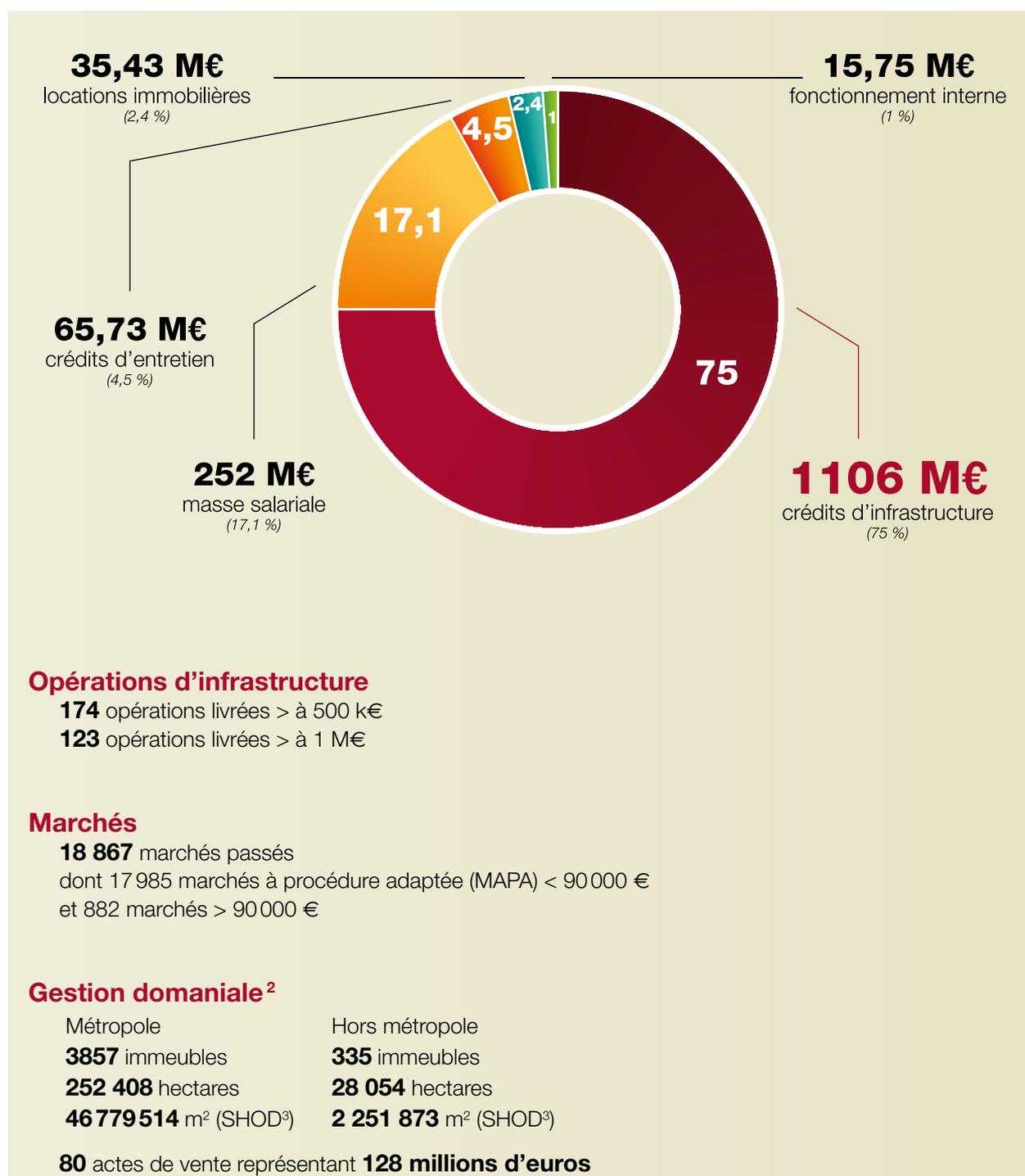
Le SID en chiffres

Ressources humaines : **4 165 collaborateurs** ¹



1. Effectifs physiques au 30/11/2010 en métropole, outre-mer et à l'étranger, hors personnels du MEDDTL mis pour emploi au profit du SID.

Un bilan financier de **1475 M€**



2. Valeurs arrêtées au mois de février 2011, qui excluent les emprises de la gendarmerie nationale rattachée au ministère de l'Intérieur depuis la loi du 3 août 2009.
 3. Surface hors œuvre développée.



Stratégie



Réussir notre transformation

Des objectifs stratégiques

L'objectif majeur du SID est de piloter la transformation du service afin de répondre efficacement aux besoins induits par la réforme du ministère.

Conduire la réorganisation du SID

- Suivre et accompagner la mutation du service en **régions** et à l'**échelon central**.
- Gérer les **effectifs** du service pour atteindre les objectifs fixés pour 2014.
- Recruter dans le nouveau corps des **ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI)**.
- Organiser la **fonction achats**.

Assurer l'efficacité de la gestion

- **Optimiser** l'emploi des crédits et **maîtriser** les coûts et délais des travaux dans un contexte budgétaire contraint.
- Participer à **la politique immobilière de l'État** en apportant notre soutien à l'élaboration de la stratégie immobilière du ministère et en pilotant les opérations foncières et de dépollutions.

Améliorer la qualité de service

- Satisfaire notre **contrat opérationnel** en assurant le soutien infrastructure des forces en opérations et des installations stratégiques.
- **Assister le commandement** en maîtrise d'ouvrage : dans la réalisation des schémas directeurs, l'analyse du besoin ou la programmation des opérations d'infrastructure.
- Participer au **plan d'action environnement (PAE)** du ministère.
- Assurer l'administration et la gestion technique du **patrimoine immobilier** du ministère.

Etre un acteur socio-économique responsable

- Poursuivre nos engagements en matière de **développement durable**, de **sécurité au travail** et de **obligations contractuelles** envers les entreprises.
- Développer une **politique d'achat** responsable.

Mettre en place la nouvelle organisation du SID est la priorité en 2011. Pour répondre aux nouveaux enjeux et aux évolutions du ministère, le service adapte aussi la gestion de ses ressources humaines, son expertise technique et ses procédures.

La carte stratégique du SID



Adapter notre organisation

Quatre chantiers de réforme

En 2010, quatre groupes de travail du SID ont été créés pour mettre en œuvre la réforme de la fonction infrastructure.

Réorganiser le service

Les grandes lignes de la nouvelle organisation du service ont été définies : un échelon central avec deux services, « stratégie » et « réalisations », la mise en place de 7 établissements du SID (ESID), créés officiellement par arrêté du 13 décembre 2010, et le déploiement généralisé de leurs unités de soutien de l'infrastructure de la défense (USID) au sein des bases de défense.

Soutenir les bases aériennes

A compter du 1^{er} janvier 2011, le SID reprend le soutien infrastructure des bases aériennes qui relevait jusqu'à présent du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL). Pour remplir sa nouvelle mission d'ingénierie aéroportuaire, le service a intégré les agents du MEDDTL chargés de cette activité.

Chaque base de défense à dominante « armée de l'air » sera soutenue par une seule unité, l'USID. Elle récupérera les missions et les moyens des escadrons de soutien infrastructure et énergie (ESIE) de l'armée de l'air. En outre-mer, les directions d'infrastructure de la défense (DID) représenteront le SID auprès des bases aériennes et des détachements air.

[ZOOM] - Intégrer 141 agents du MEDDTL

Les personnels du MEDDTL chargés du soutien des bases aériennes ont rejoint le ministère de la Défense et des Anciens Combattants au sein des USID « bases aériennes », de la direction centrale du SID et du service technique des bâtiments fortifications et travaux (STBFT). Les fonctionnaires et contractuels dont une trentaine d'ingénieurs et une quarantaine de techniciens et contrôleurs sont placés en position normale d'activité (PNA¹) alors que les ouvriers des parcs et ateliers sont mis à disposition.



1. Le déroulement de leur carrière est toujours géré par le MEDDTL, seuls les actes concernant la gestion de proximité sont délégués au ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

Le ministre de la Défense a chargé le SID d'encadrer la réforme de la fonction infrastructure. Ce mandat comprend la réorganisation du service mais aussi la rationalisation de l'ensemble de cette filière du ministère.

Se recentrer sur la maintenance

Les travaux sur la rationalisation et l'externalisation de la maintenance se poursuivent pour aboutir au recentrage des missions du SID vers les métiers de la maintenance immobilière.

Dans une logique d'harmonisation, la direction centrale du SID a uniformisé les notions de maintenance afin d'optimiser le service rendu aux organismes de la défense :

- Maintien en condition opérationnelle (MCO) : la maintenance indispensable et urgente pour maintenir la capacité opérationnelle des forces pour un montant unitaire¹ ne dépassant pas 500 k€,
- Maintien en condition générale de l'infrastructure (MCI) : la maintenance hors MCO dont le montant unitaire ne dépasse pas 500 k€,
- Maintenance lourde (ML) : les opérations de MCO et MCI dont le montant unitaire est supérieur à 500 k€.

Délimiter les rôles de chacun

Le projet de décret sur la réorganisation de la fonction infrastructure est en cours de validation. Il clarifiera les rôles et responsabilités entre le SID et les chaînes de commandement dans les fonctions « maîtrise d'ouvrage » et « gestion du domaine ».

Le SID travaille aussi sur la mise en place des schémas directeurs des bases de défense. Ils remplaceront l'ensemble des documents d'aménagement et de planification immobilière existants au sein du ministère. L'objectif est d'améliorer la programmation des opérations d'infrastructure. Les rôles de chaque acteur dans l'élaboration des schémas directeurs seront définis par une instruction ministérielle.

[ZOOM] - Un seul corps d'officiers ingénieurs pour un service unique

Le corps des ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI), créé en 2010, formera une partie de l'encadrement du SID. Les 11 statuts différents d'officiers du service sont réunis dans un seul corps dédié au métier spécifique de l'infrastructure militaire. Ainsi, la création des IMI s'inscrit dans la logique d'un service interarmées qui s'affirme, avec la réforme, comme le référent unique de la fonction infrastructure. Ces officiers ingénieurs seront responsables de projets, conducteurs d'opérations, experts ou gestionnaires techniques du patrimoine, en métropole et outre-mer mais aussi sur les théâtres d'opérations extérieures.



1. Le montant unitaire correspond au prix d'une opération d'infrastructure réalisée sur le bâtiment à maintenir ou au coût du marché de maintenance.

L'échelon central se réorganise

Dernière étape de la réforme du SID, adapter la tête du réseau en réorganisant la direction centrale et le service technique des bâtiments fortifications et travaux (STBFT).

La nouvelle structure de l'échelon central du SID a été entérinée lors du comité de modernisation du ministère (C2M) du 15 octobre 2010. Sous l'autorité du directeur central, elle se divise en deux services :

- un service de la stratégie, qui élabore la politique d'infrastructure et représente l'interface avec les bénéficiaires du SID et les partenaires extérieurs,
- un service des réalisations, qui pilote les ESID et anime le centre d'expertise issu du STBFT.

Elle tient compte des évolutions de la gouvernance du ministère mais aussi des attentes des bénéficiaires du service et de ses partenaires principaux qui ont été consultés. Elle est inscrite dans une démarche qualité liée à la norme ISO 9001 et repose sur une analyse de processus. Etape préalable à toute restructuration, c'est une méthode de réflexion visant à dégager les actions porteuses de résultats constituant les éléments structurants de la nouvelle organisation.

La réorganisation se mettra en place progressivement à compter de l'été 2011.



1. Bureau rationalisation et externalisation de la maintenance.

2. Suivi partenariat public-privé (PPP).

Un réseau de compétences en mutation

A l'échelon local, la configuration ESID-USID qui décline la nouvelle carte militaire se met en place tandis que les anciens établissements d'infrastructure de la défense (EID) disparaissent progressivement.

Sept établissements du SID (ESID)

Les ESID remplacent les directions régionales du service d'infrastructure de la défense (DRSID). Ce sont des entités de production, d'expertise, de coordination et de mutualisation. Bien que leurs emprises territoriales soient identiques à celles des DRSID, leurs missions sont radicalement différentes. Ils sont responsables en matière de passation de marchés, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), et d'engagement de crédits comme ordonnateur secondaire. Par leur expertise, ils jouent un rôle majeur dans l'assistance au commandement.

Les ESID ont aussi en charge les opérations d'investissement et, pour ce faire, ils disposent de pôles de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opérations. Ces derniers apportent toute la réactivité dans le suivi des opérations, l'assistance au commandement, le maintien en condition ou la gestion du patrimoine.

54 unités de soutien de l'infrastructure de la défense (USID)

L'USID, intégrée à un ESID de rattachement, est placée auprès du commandant de base de défense (Com BdD) mais ne dépend pas de son autorité. Sa mission est d'assurer, au plus près du terrain, la meilleure qualité en matière d'infrastructure. Le chef de l'USID constitue le point d'entrée unique du commandement pour les questions de maintenance et de gestion du patrimoine immobilier.

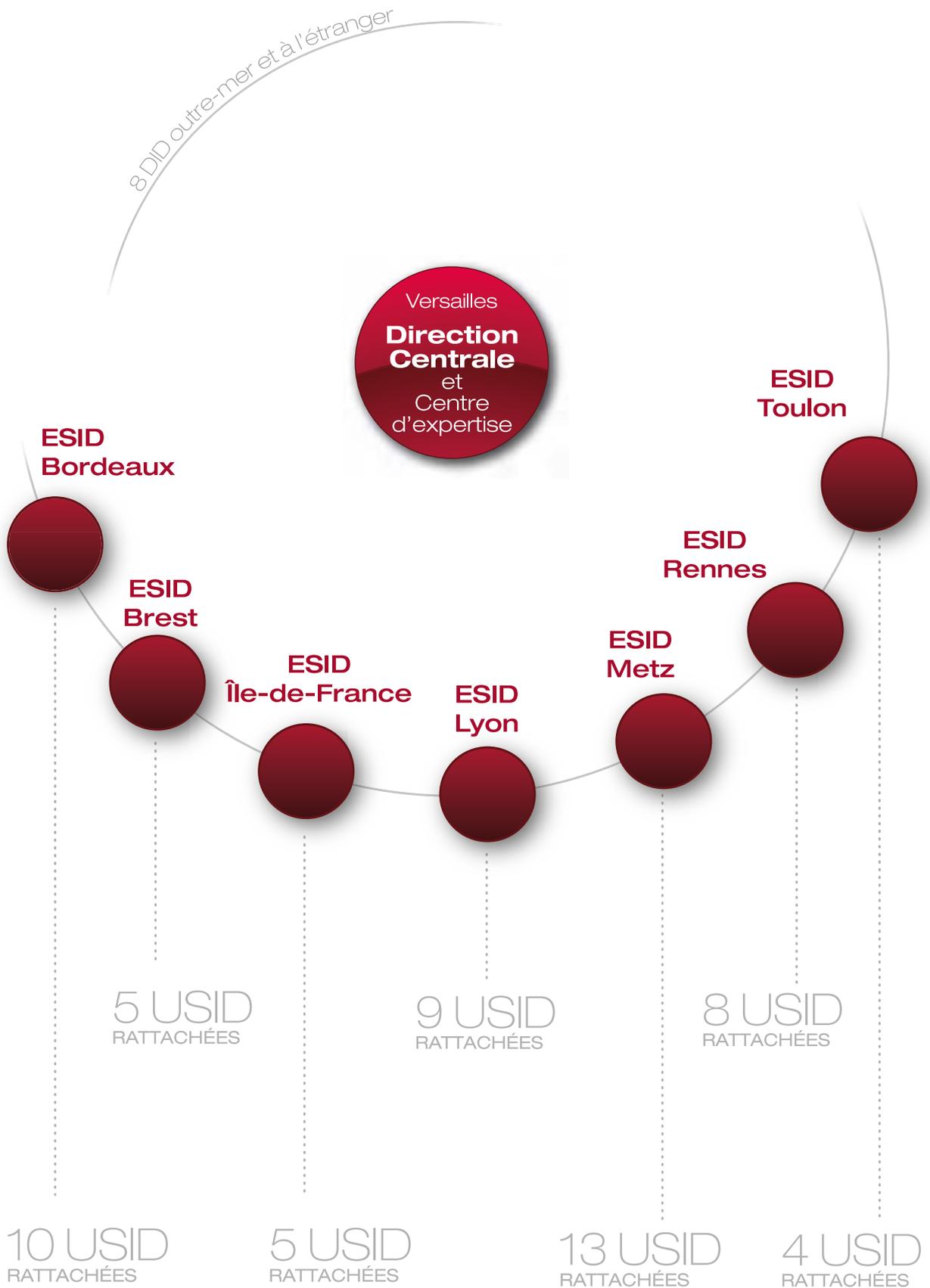
Le dispositif, expérimenté en 2010 au sein de bases de défense pilotes, se généralise en 2011 : 54 USID seront opérationnelles, conjointement à la montée en puissance de l'ensemble des BdD.

[TÉMOIGNAGE] Une mutation profonde



« La transformation de la DRSID de Rennes en ESID annonce une mutation organisationnelle profonde du SID en région nord-ouest. Elle se traduit par un changement de métiers et d'activités mais aussi un champ de compétences plus large sur fond de réorganisation des armées et de restructuration de l'état-major de région. L'ESID de Rennes est devenu un véritable organe de production qui concentre les services RH, marchés et finances. Sur nos huit USID prévues, six ont été créées le 1er janvier 2011 pour soutenir les BdD du nord-ouest et deux existent sous forme de préfiguration. Notre périmètre d'action s'est accru en absorbant le soutien des bases aériennes, accompagné de l'intégration du personnel de l'armée de l'air et du MEDDTL. 2011 est donc l'année de la refondation où nos décisions vont forger notre propre avenir. »

*Colonel Jean Serveille
Directeur de l'ESID de Rennes*



Le SID dans le monde

Le SID est implanté auprès des organismes militaires stationnés hors métropole :

8 directions d'infrastructure de la défense outre-mer et à l'étranger (DID)

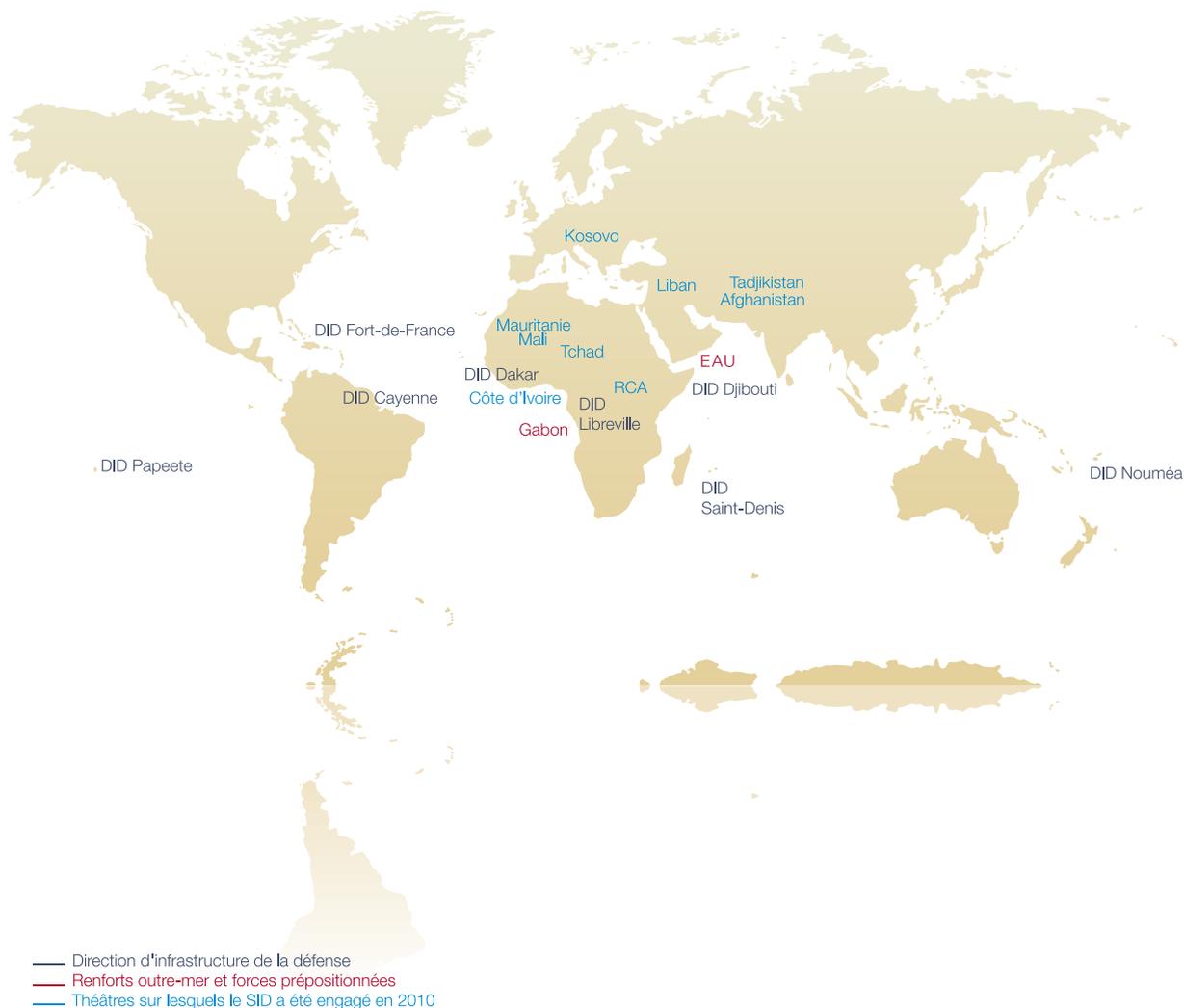
Cayenne, Dakar, Djibouti, Fort-de-France, Libreville, Nouméa, Papeete et Saint-Denis.

1 détachement du SID aux Emirats Arabes Unis (EAU), relevant de la DID de Djibouti.

Ces entités conseillent et assistent le commandement des forces de souveraineté outre-mer et de présence à l'étranger.

Au cœur des forces projetées

Sur tous les théâtres d'opérations, le SID pourvoit au soutien des forces projetées lors des phases de déploiement et de stationnement.



Faire évoluer nos métiers

Réorienter nos savoir-faire

L'évolution de nos métiers reflète
la montée en puissance
de l'assistance
au commandement,
de la maintenance immobilière
et des fonctions achats-finances.



Conseiller du commandement

Assister le commandement, c'est l'aider à expliciter ses besoins, le conseiller sur l'opportunité des investissements. Cela implique un changement de positionnement du SID vis-à-vis de ses partenaires et bénéficiaires. Le service doit être présent toujours plus en amont d'une opération afin de jouer pleinement son rôle d'interlocuteur unique en matière d'infrastructure.

Spécialiste du patrimoine

Conserver et mieux connaître le patrimoine immobilier de l'Etat occupé par la défense sont des missions majeures attribuées au SID. La maintenance immobilière prend alors une part importante dans le cœur de métier de l'infrastructure. Elle vise à maintenir ou à réhabiliter les ouvrages et installations de la défense en respectant les normes en vigueur. Le SID est donc amené à cultiver un haut niveau de compétences dans l'ingénierie de la maintenance et dans la gestion technique du patrimoine (GTP).

Acheteur d'énergie

Le SID a été désigné par le ministre de la Défense pour assumer la compétence d'achat d'électricité et de gaz, énergies nécessaires aux infrastructures militaires. Par décret¹, il est l'opérateur unique du ministère dans ce secteur d'achat.

Exécutant de la dépense

Le déploiement de *Chorus*² a un double effet structurant sur la fonction financière du SID : la refonte des métiers de la filière finances et la concentration des traitements d'exécution comptable. Cet outil exige une grande rigueur dans la saisie des actes qui s'imputent sur plusieurs axes. Il nécessite également un coût d'entrée élevé en termes de formation et une intégration de tous les acteurs financiers dans une chaîne unique.

1. Décret n° 2010-1597 du 20 décembre 2010 qui désigne le SID afin d'assurer « pour le ministère de la défense, l'approvisionnement, le stockage et la distribution de l'énergie, hors produits pétroliers... »

2. Voir pages 38 et 43.

Les missions du SID évoluent, ses métiers aussi.
Certains émergent, d'autres se renforcent.
La formation professionnelle est là pour
accompagner ces changements de compétences.

Le nombre de jours de stages organisés est en hausse de 38 % par rapport à 2009. Cette évolution s'explique notamment par les nombreuses actions de formation réalisées sur les outils *Chorus* et GTP¹ ou encore les formations liées à la mise en place de l'entretien d'évaluation. Un budget « formation instruction » de près d'1 million d'euros a été consacré aux formations « infrastructure ».

Pour 2011, le schéma directeur fixant les grandes orientations en matière de formation pour la période 2011-2013 a été élaboré. D'autres schémas directeurs spécifiques devraient être conçus dans les domaines du nucléaire et de la maintenance. Dès lors, de nouvelles formations dédiées à ces domaines d'activité seront organisées afin d'assurer l'acquisition et l'entretien des compétences nécessaires.

Le plan de formation lié au déploiement du nouvel outil GTP sera mis en œuvre tout au long de l'année 2011 afin d'accompagner les futurs utilisateurs. De même, un suivi particulier sera apporté aux agents du service bénéficiant de formations dans le cadre du plan d'accompagnement des restructurations (PAR).

Enfin, dans le cadre de la montée en puissance des « services achats infrastructure » des ESID, les formations dans le domaine des achats seront actualisées.



Accorder les compétences aux missions

L'effort de formation s'est encore intensifié pour accompagner au mieux la réforme du service.

[LA FORMATION EN 2010]

13 000 jours de stages
3 656 personnes formées
960 000€ investis

1. CHORUS est l'application informatique interministérielle qui vise à rénover le système d'information de la gestion financière de l'Etat, dans un souci de pilotage, de transparence et de performance de la gestion publique.

GTP est le projet informatique de gestion technique du patrimoine pour optimiser et moderniser la maintenance immobilière (voir pages 36, 38, 42 et 43).

Viser à l'efficacité

La maîtrise des coûts et des délais

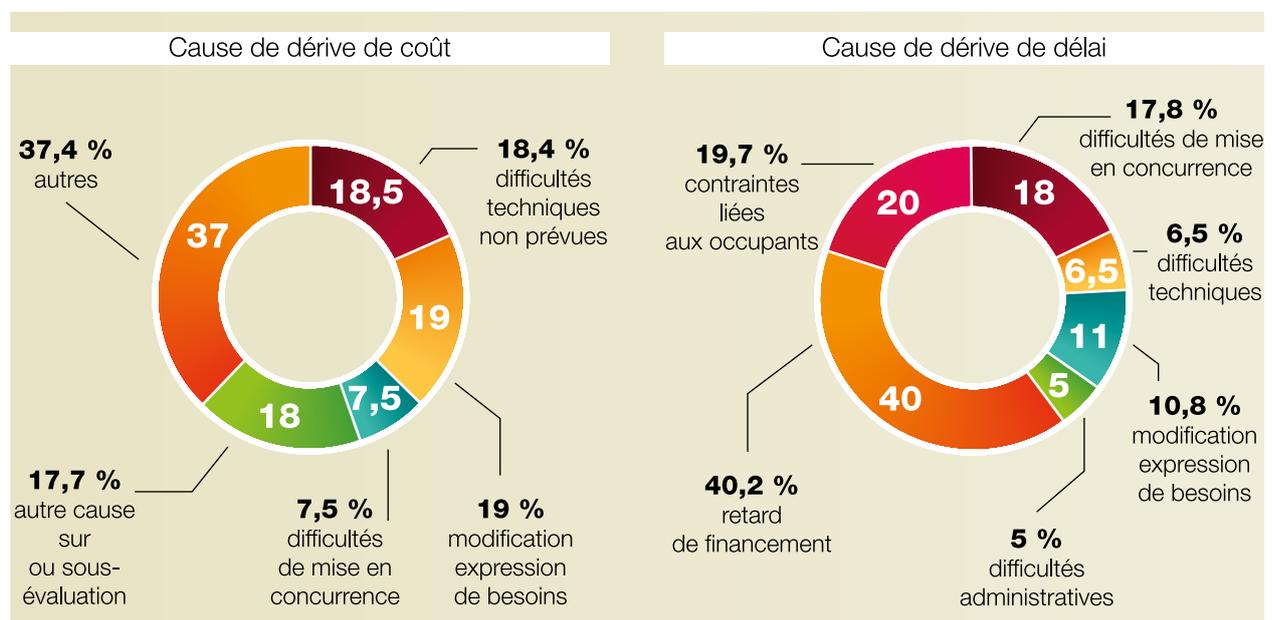
Nos objectifs en matière de coût et de délai sont évalués à travers des indicateurs et l'analyse des causes de dérive afin d'apporter des actions correctives sur les opérations futures.

Evolution du coût prévisionnel

En 2010, le coût réel moyen d'une opération a été supérieur de 2,3 % au coût annoncé dans l'avant-projet. Ce taux est en très nette amélioration par rapport à 2008 (13%), à 2009 (9,2%) et surtout à l'objectif fixé (15%). Le service a bénéficié d'une conjoncture favorable mais a été confronté à des difficultés pour obtenir des offres dans certains bassins économiques pour des travaux de rénovation.

Evolution de la durée prévisionnelle

En 2010, le délai réel moyen d'une opération a été supérieur de 16 % au délai prévu initialement. Ce résultat, tangent à l'objectif fixé à 15 %, s'explique par des appels d'offres infructueux, par des difficultés techniques rencontrées au cours des travaux (désamiantage) et par les modifications des besoins exprimés par le bénéficiaire de l'opération.



Le SID répond aux exigences ministérielles et des bénéficiaires qu'il soutient en améliorant la maîtrise des coûts, des délais et des consommations d'énergie mais aussi la qualité des bâtiments et l'achat public de l'infrastructure.

La performance énergétique

Le SID contribue au plan d'action environnement ministériel, notamment dans le volet « performance énergétique », l'un des enjeux majeurs du développement durable en cohérence avec les lois Grenelle 1 et 2.

Maîtriser les consommations d'énergie

Le SID investit ses compétences en « performance énergétique » afin de mieux connaître les consommations du patrimoine immobilier de la défense. Cette action est la clé de voûte nécessaire à la construction d'une politique énergétique efficace. Sous la conduite du SID, elle se traduit par :

- une campagne d'audits énergétiques et environnementaux,
- l'instauration d'un outil de suivi des fluides (OSF),
- la conclusion expérimentale de contrat de performance énergétique (CPE).

Le SID participe également à la réalisation d'un schéma directeur de performance énergétique qui permettra de diminuer le volume financier et la consommation des énergies. Ce document cristallisera les objectifs de la future politique énergétique du ministère.

[ZOOM] - Qui sème le vent récolte l'énergie

Sur la base navale de Toulon, l'établissement du SID s'est doté d'une micro-éolienne qui alimente en électricité l'un de ses bâtiments. Il a passé un marché de 60 k€ pour installer cet aérogénérateur de 15m de haut surmonté d'une hélice de 5,2m de diamètre. Silencieux et résistant aux vents forts, il est performant grâce à une productivité annuelle de 7 000 kWh. Cette électricité alimente directement les équipements du bâtiment. En cas de surproduction, l'excédent est injecté dans le réseau électrique de la base navale exploité par l'ESID. Les premiers tours de pales ont été donnés en décembre 2010.

[TÉMOIGNAGE] Des arbres économes

« J'ai participé au projet de création d'un écran endothermique autour d'habitations du quartier de La Redoute à Saint-Denis. Ce couvert végétal, en protégeant les appartements des rayonnements solaires directs et diffus, limitera le recours à la climatisation coûteuse en énergie. Une telle démarche, financée par le fonds d'investissement pour l'environnement (FIE), améliore aussi la qualité de l'air et préserve le patrimoine végétal régional. Les arbres seront plantés à partir de mars 2011 et leur croissance sera suivie pendant deux ans. »

*Eric Dehlinger (TSEF)
Conducteur d'opérations
DID de Saint-Denis (La Réunion)*

La satisfaction des bénéficiaires

Opération : transfert de l'école de l'infanterie à Draguignan

Bénéficiaire : écoles militaires de Draguignan (EMD)

Performance : livrer en 18 mois les infrastructures indispensables à l'accueil et à l'instruction des élèves pour le 15 août 2010.



[TÉMOIGNAGE]

« Le challenge consistait à tenir la programmation des opérations d'infrastructure afin que les élèves puissent commencer l'instruction dès le 1^{er} septembre 2010.

Lors de la préparation de ces travaux, le commandement des écoles de l'infanterie et de l'artillerie a systématiquement été associé aux différentes phases des opérations. Mais des aléas sont venus perturber cette programmation. Tout d'abord, l'épidémie de grippe A était susceptible de retarder les entreprises pour livrer les infrastructures à temps. Le SID a redoublé de vigilance afin que cette situation n'ait que peu d'impact sur les travaux. En revanche, les inondations de Draguignan le 15 juin ont touché de nombreuses entreprises de la région dracénoise. Malgré cela, il était clair dans l'esprit de tous que les différents bâtiments devaient être livrés pour le 15 août au plus tard.

Au final, la prouesse réalisée par le SID mérite le respect pour avoir mené de front autant d'opérations aussi importantes les unes que les autres. La réactivité a été totale avec toujours le même esprit de vouloir bien faire et de respecter les délais afin de permettre à l'école de commencer son instruction dans les meilleures conditions. Le challenge a été relevé. »

*Lieutenant-colonel Charles Nerich
Chef du groupement de soutien de la base de
défense (GSBdD) de Draguignan*

La stratégie d'achat, source de gains

En phase avec la réforme
des achats de l'Etat
et en concertation avec la mission
achats du SGA, le SID poursuit
la modernisation de sa filière
achats pour gagner en efficacité.

..... En bref

A Agen, l'EID de Bordeaux a livré, en juin 2010, le premier bâtiment générique « grand modèle » destiné aux cadres célibataires du 48^e régiment de transmissions. Il regroupe 47 modules de 19,6m² répartis en chambres individuelles, hall d'entrée, locaux divers, et réalisés dans une démarche de construction durable avec un objectif de très haute performance énergétique (THPE).

Nouveaux achats

La cellule achat énergie du SID¹, créée le 1^{er} septembre 2010, recense et optimise les 100 contrats d'électricité les plus importants du ministère en termes de puissance et de coût. Depuis juillet 2010, le SID pilote la mise en œuvre de la stratégie d'achat concernant la maintenance des ascenseurs. À partir de l'accord-cadre établi par l'union des groupements d'achats publics (UGAP²), il prépare la passation du marché subséquent³. Le gain est estimé à 25% sur chaque appareil. En matière de maintenance immobilière, le SID a repris 85% du montant des contrats au profit des bases de défense (BdD) pilotes. A terme, l'ensemble des contrats de maintenance des BdD sera transféré au SID.

L'IMPACT des achats

Les acheteurs du service ont désormais leur outil de suivi : IMPACT, l'instrument de mesure de la performance économique des achats. Tous les projets d'achats d'un montant supérieur à 125 000€ HT sont saisis dans cet outil. Pour chaque projet, l'acheteur y indique le gain évalué et les leviers d'action à utiliser, en s'engageant à rechercher les plus pertinents pour réaliser des économies sur les achats dont il a la charge.

Pour l'ensemble du ministère, un gain de 100M€ doit être réalisé chaque année jusqu'en 2014. Le SID évalue sa contribution à 28 M€ pour 2011.

[ZOOM] - L'accord-cadre primé pour sa performance

Le SID a reçu, le 25 novembre 2010, le trophée de la commande publique dans la catégorie « performance économique de l'achat public » pour son accord-cadre « bâtiments génériques ». Ce contrat a été signé avec cinq entreprises du BTP. Elles ont été choisies pour construire, d'ici 2014, une centaine de bâtiments types qui hébergeront, selon des normes applicables à toutes les armées, les unités restructurées. Grâce à l'accord-cadre, le coût moyen par chambre est réduit de 20%.

1. Voir page 16.

2. L'UGAP est une centrale d'achat public, sous la double tutelle des ministres de l'Economie et de l'Education Nationale. Elle opère pour l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur hospitalier et le secteur privé qui assure des missions de service public.

3. C'est un marché public passé sur le fondement et les dispositions d'un accord-cadre. Il fait suite à cet accord-cadre.

4. Voir le rapport d'activité du SID – année 2008 (page 62).



Métiers





Balard 2015

Regroupement du ministère de la Défense

Direction centrale du SID / STBFT / ESID Île-de-France
EID Paris, Versailles et Vincennes

Complexe militaire de Balard (Paris XV^e)
 Surfaces à bâtir : 230 000 m²
 Surfaces à rénover : 120 000 m²

D'ici 2015, l'administration centrale du ministère de la Défense sera regroupée sur le site parisien de Balard. C'est la plus grande opération immobilière menée par l'Etat en région Ile-de-France depuis ces dix dernières années. Compte tenu de la complexité du projet et des délais très réduits, le ministère a opté pour la passation d'un contrat de partenariat public-privé.

Le SID mobilise trente de ses spécialistes en direction centrale et dans les organismes d'Ile-de-France afin d'apporter son expertise à la délégation pour le regroupement des états-majors et services centraux de la défense (DRESD). Ils interviennent tout le long du projet : définition des besoins et études de faisabilité, rédaction du programme, jugement des offres, dialogue compétitif, mise au point du contrat. Ils investissent leurs compétences dans tous les domaines de l'infrastructure : techniques de construction, énergie, architecture-urbanisme, maintenance, assurance-fiscalité, sécurité des installations, qualité environnementale, financement...

[ZOOM] - Opérations connexes

En qualité de maître d'ouvrage délégué, le SID réalise près de 300 M€ d'investissement, entre 2008 et 2012, sur des opérations connexes au projet « Balard 2015 » : déconstruction et dépollution pyrotechnique, réhabilitation des tours A et F, réalisation de 500 places de bureaux et d'une crèche à Arcueil. Il conduit également les marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'études préalables nécessaires à la passation du contrat de partenariat.

[TÉMOIGNAGE]

Un montage complexe



« En charge des aspects juridiques et financiers du contrat, j'ai représenté le SID dans les commissions constituées lors du dialogue compétitif. J'ai aussi établi les dossiers pour l'obtention du financement et assuré la passation et le suivi d'une partie des marchés d'études. Face à un tel projet hors normes, le montage juridico-financier s'est révélé complexe. Mais le partage optimal des risques et les objectifs de performance qu'il impose sont des notions qui pourraient apporter un regard neuf sur la conduite des opérations menées en maîtrise d'ouvrage publique. »

Ingénieur principal (IPETTM) Frédéric Cerdat
Conducteur d'opérations
DCSID/ Cellule Balard

En bref

.....
 Sous la conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre de l'EID de Vincennes, les 89 000 m² de la parcelle ouest du site de Balard ont été « déconstruits » en 2010. Les travaux représentant un montant de 14 M€ ont consisté à démolir les bâtiments et réseaux existants, à éliminer toutes traces d'amiante et de plomb et à effectuer les dépollutions pyrotechnique et industrielle.

Soutien des éléments français au Sénégal

Schéma directeur
pour la transformation des FFCV en EFS



DID de Dakar

Dakar (Sénégal)

Bénéficiaire : forces françaises du Cap Vert (FFCV)

Fin de la transition : 2014

Coût estimé : 33 M€ sur 4 ans

Le dispositif des forces de présence au Sénégal se réorganise au profit d'un pôle opérationnel de coopération à vocation sous-régionale. Ce dernier prévoit la transformation des forces françaises du Cap Vert (FFCV) en éléments français au Sénégal (EFS) avec des effectifs réduits de 1200 à 300 militaires. La direction d'infrastructure de la défense (DID) de Dakar a rédigé, en deux mois, un schéma directeur qui constitue la feuille de route des travaux à réaliser pour accompagner cette transition. Il doit répondre à plusieurs objectifs ambitieux : dans un premier temps, restituer de nombreuses emprises à l'Etat sénégalais et mettre en place la nouvelle structure pour fin juillet 2011, puis assurer le fonctionnement nominal des EFS tout en maintenant en condition les infrastructures et en rationalisant le patrimoine construit.



[TÉMOIGNAGE]

Analyser les besoins

« Nous devons intégrer deux contraintes : une date butoir et le nombre d'emprises à restituer. Nous avons mobilisé nos compétences techniques, architecturales et organisationnelles afin d'analyser et de corriger les besoins exprimés par chaque composante des FFCV. La difficulté a été de répartir chaque besoin dans les emprises et bâtiments disponibles, en respectant les délais et minimisant les travaux. Ce travail en milieu interarmées a permis de confronter les expériences de chacun. »



*Denis Mayoux (TSEF)
Chargé d'affaires
au bureau maîtrise
d'œuvre
DID de Dakar*



L'infanterie rejoint Draguignan

Transfert de l'école de l'infanterie à Draguignan

EID de Marseille et Montpellier (maîtrises d'ouvrage et d'œuvre)

Draguignan (83) - Quartier Bonaparte

Bénéficiaire : armée de terre

Livraison : août 2010 (1^{re} tranche)

Coût d'investissement total : 34 M€

Surfaces bâties ou rénovées : 213 000 m²

Dans le cadre de la réorganisation des armées, l'école de l'infanterie (EI) a rejoint celle de l'artillerie (EA) pour former les écoles militaires de Draguignan (EMD). Ce transfert a nécessité d'adapter et restructurer l'infrastructure existante. L'EID de Marseille, soutenu par l'EID de Montpellier, a livré 860 logements aux nouvelles normes de confort dans des bâtiments réhabilités. Un nouveau pôle d'instruction de 2 800 m² a été construit au profit de l'EI et 4 400 m² de bureaux et de salles de cours ont été rénovés pour l'EA. L'armurerie a été mise aux normes FELIN¹. Le calendrier contraint de cette opération a été dicté par l'opérationnel afin de livrer les premiers ouvrages indispensables à l'instruction, l'hébergement, l'alimentation et au soutien de l'école.

[TÉMOIGNAGE] - Un temps fort

« Livrer les infrastructures d'accueil en 18 mois fut un temps fort de mon travail de maître d'œuvre. Afin de respecter les délais, je suis passé directement de l'expression du besoin aux dossiers de consultations des entreprises. Dans un tel contexte, il faut faire preuve de pragmatisme et entretenir un relationnel très fort avec les entreprises et les utilisateurs. À l'éclairage de la satisfaction affichée par les usagers, j'ai le sentiment d'avoir pu mener à bien une mission d'une rare intensité. »

*Capitaine Jean-François Sanchez
Chef de section maîtrise d'œuvre
EID de Marseille*



1. Fantassin à équipements et liaisons intégrés (FELIN), programme d'équipements individuels du combattant du futur.

Simulation sous hangar

Aménagement d'un centre de simulation provisoire pour hélicoptères

EID de Metz (maîtrises d'ouvrage et d'œuvre)
Bourscheid-Phalsbourg (57) - Quartier La Horie

Bénéficiaire : armée de terre

Livraison : mars 2010

Coût : 465 000 €

Surfaces rénovées : 450m²



Métiers

En vue d'optimiser l'instruction et l'entraînement des pilotes d'hélicoptères du 1^{er} RHC¹, l'EID de Metz a aménagé un hangar en centre de simulation provisoire. Cette réalisation s'inspire des principes de conception des locaux de serveurs informatiques. Elle répond aux contraintes de maîtrise des températures et de l'hygrométrie avec l'installation de planchers techniques et d'armoires de climatisation. L'alimentation électrique a été reprise afin de supporter l'augmentation de la puissance des simulateurs. L'intérieur du centre a été rendu étanche grâce à une double isolation thermique et phonique. C'est une revalorisation atypique d'un hangar existant par des aménagements intérieurs et sur l'enveloppe du bâtiment.

[TÉMOIGNAGE]

Contraintes calendaires

« Mon rôle a été de proposer, en collaboration avec le 1^{er} RHC, des solutions techniques aux besoins exprimés et de suivre le chantier jusqu'à sa livraison. Après validation de l'offre, j'ai rédigé les pièces administratives et techniques liées au marché. Il a fallu s'adapter aux évolutions des besoins en cours de chantier et intégrer les contraintes calendaires de livraison des simulateurs par l'industriel. Cette opération a enrichi mon bagage professionnel. »

*Georges-Alexandre Foucré (TSEF)
Chargé de projets en maîtrise d'œuvre
EID de Metz*



1. Régiment d'hélicoptères de combat (RHC).



Les ateliers de la marine déménagent

Construction d'un bâtiment ateliers et bureaux

ESID de Brest (conduite d'opération)
Base navale de Brest (29)

Bénéficiaire : marine nationale
Livraison : 2010
Coût : 7 M€
Surfaces bâties : 3 200 m²

Le service logistique de la Marine a transféré ses ateliers productifs et mécaniques généraux dans un nouveau bâtiment plus ergonomique et fonctionnel. L'ESID de Brest a passé un marché unique selon la procédure innovante de conception-réalisation-entretien-maintenance (CREM) qui regroupe la maîtrise d'œuvre, les travaux ainsi que la maintenance pour une période de dix ans. L'infrastructure réalisée comprend 2 500 m² d'ateliers de stockage et locaux techniques mais aussi 700 m² de bureaux, salle de réunion et chambres de service. L'opération s'inscrit dans une démarche haute qualité environnementale (HQE) : eau chaude sanitaire solaire, récupération des eaux de pluie à usage industriel, éclairage naturel et ventilation avec détection de présence. Le bâtiment abrite des « machines outils » pesant près de 18 tonnes et séparées par des parois coupe-feu.

[TÉMOIGNAGE]

Innovante et atypique

« En tant que conducteur d'opérations, j'ai participé à la rédaction du programme et à la contractualisation de ce marché dans le cadre de la loi LOPSI¹. C'est une grande satisfaction d'avoir pratiqué cette procédure innovante et atypique. Elle a renforcé mon expérience dans la définition du besoin et le respect des délais. »



*Xavier Dilasseur (TSEF)
Représentant du conducteur
d'opérations
ESID de Brest*



1. Loi pour la sécurité intérieure.

Des pleins sans fuite

Mise aux normes d'une cuve à carburant

DID de Nouméa (maîtrises d'ouvrage et d'œuvre)

Base navale (98)

Bénéficiaire : marine nationale

Livraison : octobre 2010

Coût : 1 M €



Métiers

Un diagnostic technique réalisé sur l'installation de distribution de carburant de la base navale de Nouméa a révélé d'importants risques de fuite. Des travaux de réhabilitation ont été effectués sur la cuve de 600 m³ ainsi que dans les zones de dépotage (aire de déchargement de marchandises) et de confinement. Le réseau de distribution vers les quais et celui entre la cuve et la vanne d'entrée ont été changés. Les séparateurs d'hydrocarbures¹ ont été remplacés. Les équipements sont désormais fiabilisés dans le respect de l'environnement.

[TÉMOIGNAGE] - Travaux pétroliers

« J'ai géré l'avancement du chantier en étroite relation avec la base navale qui a maintenu son activité durant l'opération. Les travaux ont été souvent interrompus à cause des avitaillements (carburant, vivres, matériel...) et des mouvements des navires. Le domaine des travaux pétroliers était nouveau pour moi. Je me suis beaucoup documenté sur les produits techniques et les réglementations en vigueur, ce qui a élargi mes connaissances. »

*Adjudant Yannick Teodomante
Conducteur de travaux
DID de Nouméa*



1. Système qui empêche l'eau de se mélanger à l'huile avant qu'elle retourne en milieu naturel.

Un siège unique pour les gendarmes

Regroupement de la DGGN



Direction centrale du SID

Issy-les-Moulineaux (92)

Bénéficiaire : gendarmerie nationale

Livraison prévue en octobre 2011

Montant estimé du loyer annuel : 12 M€

Surfaces à bâtir : 47 000 m²

La direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) réunit ses services sur le site d'Issy-les-Moulineaux. Afin de construire le futur siège des gendarmes, un contrat d'AOT-LOA¹ a été signé sur une durée de 30 ans. Le projet s'articule autour de quatre pôles fonctionnels : direction, assistance, logistique et social. Ce regroupement bénéficiera de salles de conférence, d'un stand de tir, d'installations sportives et d'un centre d'archives et de documentation. Il disposera aussi d'un mess, d'une crèche accueillant soixante enfants et d'un service médical. La direction centrale du SID, en tant qu'autorité de contrôle, suit le contrat et coordonne les échanges entre les différents acteurs de l'opération.

[TÉMOIGNAGE]

Expérience très enrichissante

« J'ai assuré à la fois le suivi de l'opération, en collaboration avec la DGGN et le ministère de l'Intérieur, et celui des obligations contractuelles par des échanges quotidiens via des fiches navettes. J'ai participé à des réunions avec l'entreprise mandatée et la ville d'Issy-les-Moulineaux pour traiter certains conflits avec les riverains. Être un acteur dans la conduite du transfert du siège de la DGGN est une expérience très enrichissante. »

Chef d'escadron Laurent Le Gall

Officier de liaison de la gendarmerie

DCSID / sous-direction opérationnelle et technique

Préparer l'envol de l'A400M

Infrastructures opérationnelles d'accueil de l'A400M



Direction centrale du SID

Base aérienne 123 - Orléans-Bricy (45)

Bénéficiaire : armée de l'air

Livraison prévue en 2017

Coût estimé : 171 M€

La direction centrale du SID conduit le programme d'infrastructures opérationnelles d'accueil du nouvel avion de transport tactique, l'A400M. Une première dépollution pyrotechnique a été achevée en septembre 2010 sur les zones enherbées. La seconde interviendra lors de la rénovation des aires aéronautiques. Les travaux de viabilisation, en deux phases, portent sur la création de voiries de desserte et de réseaux divers (eau, assainissement, chauffage, filaires). Depuis mai 2010, le réseau haute tension est en cours d'adaptation pour alimenter les nouvelles installations. Un centre de formation dédié aux équipages et aux mécaniciens verra le jour en août 2012. Sera également créé un nouvel escadron de soutien technique avion (ESTA) dans un bâtiment neuf de 16 000 m² et un bâtiment rénové pour la maintenance des A400M. Les aires aéronautiques seront rénovées et étendues entre 2012 et 2017.

[TÉMOIGNAGE] S'adapter en permanence

« J'assiste le directeur de programme dans sa mission de pilotage de la conduite d'opération. J'assure le suivi financier des opérations et participe à l'élaboration des documents présentés aux instances de contrôle du ministère. Un programme d'armement tel que l'A400M nécessite de s'adapter en permanence aux nombreuses évolutions telles que le nombre d'aéronefs, le décalage calendaire ou les nouveaux besoins. C'est une grande satisfaction personnelle de savoir que mes actions contribuent au bon déroulement d'un programme de cette importance. »



Christophe Gasparini (TSEF)

Chargé d'affaires à la section programmes majeurs DCSID / sous-direction opérationnelle et technique

Contribuer au soutien opérationnel

Le SID en opérations

Les militaires du service sont présents sur tous les théâtres pour construire, aménager et entretenir les infrastructures nécessaires aux forces françaises engagées à l'étranger.

L'engagement du SID

→ **90 militaires projetés** dont :

- 43 officiers conducteurs d'opérations et maîtres d'œuvre,
- 50 sous-officiers conducteurs de travaux,
- 6 militaires du rang dessinateurs.

Dans sept opérations et sur neuf théâtres : PAMIR en Afghanistan et au Tadjikistan, DAMAN au Liban, EPERVIER au Tchad, LICORNE en Côte d'Ivoire, SABRE en Mauritanie et au Mali, BOALI en République Centrafricaine et TRIDENT au Kosovo.

- 4 militaires en renfort aux EAU et au Gabon.
- 5 militaires en coopération au Congo, Togo, Burundi et en Afghanistan.
- **34 M€ de travaux dont 17 M€ pour l'Afghanistan.**

En Côte d'Ivoire

Le SID soutient les infrastructures de la force Licorne¹ en assurant le maintien en condition opérationnelle, la fourniture de l'énergie et l'approvisionnement en eau.

Les missions majeures :

- remettre en état les infrastructures du camp de Port-Bouet et de Lomo-Nord,
- assister le commandement dans le plan d'action de désengagement de la force Licorne,
- participer au schéma directeur 2011.

[TÉMOIGNAGE] Une expérience nouvelle

« J'ai pris la tête du service local constructeur (SLC), composante de la chaîne infrastructure du bataillon Licorne. Deux sous-officiers, un conducteur de travaux du SID et un chef de centrales électriques, complétaient mes effectifs militaires. Nous avons travaillé avec des entreprises locales qui ont fait preuve de bonnes compétences techniques et respecté les délais imposés. Cette OPEX m'a fait découvrir un milieu militaire autre que la marine dans lequel j'évolue en tant qu'ingénieure des travaux maritimes. C'était une expérience professionnelle nouvelle, dans un cadre opérationnel, au sein d'un service interarmées. »

*Ingénieure de 1^{re} classe (I1ETTM) Stéphanie Mundet
Chargée d'affaires - EID de Vincennes
Projetée d'avril à octobre 2010*

1. L'opération LICORNE a vocation à soutenir les forces des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) œuvrant pour le maintien de la paix et assurer, en cas de crise, la sécurité des ressortissants français et étrangers.

Le SID pourvoit aux besoins infrastructure des troupes françaises projetées sur les théâtres d'opérations extérieures (OPEX). Ce contrat opérationnel, il le remplit aussi au profit de la dissuasion nucléaire et des nouveaux systèmes d'armes.



En Afghanistan

La chaîne infrastructure sur le théâtre afghan assure le soutien au stationnement de la force Pamir¹ et lui apporte aide et conseil lors de l'expression des besoins.

[TÉMOIGNAGE] - Problème sécuritaire

« En tant que conducteur de travaux, j'ai intégré la cellule soutien au stationnement de Tagab. Lors de l'exécution des travaux par les entreprises afghanes, nous devons gérer le problème sécuritaire qui entraînait le départ soudain d'ouvriers en raison de menaces ou de représailles. J'effectuais un suivi très fréquent des chantiers du fait d'un manque de savoir-faire des Afghans dans certains domaines techniques comme l'électricité, la climatisation et la réalisation de béton de bonne qualité. Dans ce contexte, ma fonction était très prenante et intense. »

*Adjudant Branko Cekovic
Conducteur de travaux – EID de Paris
Projeté d'avril à octobre 2010*

[TÉMOIGNAGE] - Contexte difficile

« J'ai pris le commandement du service local constructeur (SLC) de Kaboul. Parmi nos missions, nous devons construire un poste de police pour la gendarmerie française et la police afghane en vue des élections de septembre 2010. Dans un contexte difficile et avec une tension grandissante, la sécurité était un facteur déterminant. Nous avons opté pour une structure modulaire avec un renforcement de l'enceinte et la pose de plusieurs postes de combat durcis pour riposter en cas d'attaque. »

*Capitaine Emmanuel Rousseau
Adjoint au chef de l'USID d'Avord
Projeté de mars à septembre 2010*

En bref

Le lieutenant-colonel Caudron de l'EID de Bordeaux a été projeté au Liban en qualité de chef du soutien au stationnement (SAS) au sein de la FINUL². Son équipe a réalisé la mise aux normes d'un dépôt de munitions et la construction d'une unité de traitement des eaux ainsi que la réfection de l'ordinaire de Naqoura.

L'adjudant-chef Lefranc, conducteur de travaux à l'EID de Limoges, a effectué une mission d'expertise au Togo dans le cadre de la coopération militaire. Il a réalisé un diagnostic du site de l'école du service de santé des armées de Lomé et défini les opérations de réhabilitation à conduire.

1. La force Pamir forme la composante française de l'*international security and assistance force (ISAF)*.
2. Force Intérimaire des Nations Unies au Liban.

Les infrastructures de la dissuasion

Le SID soutient les infrastructures à caractère nucléaire en assurant leur maintien en condition opérationnelle (MCO) et leur adaptation aux nouveaux systèmes d'armes.

Le SID mène de nombreuses études de sûreté afin de maintenir ces infrastructures sensibles¹ au niveau de sécurité requis. Il doit aussi intégrer les contraintes liées à la maîtrise et au confinement des matières fissiles. Dans la nouvelle organisation territoriale, il s'appuie sur ses ESID de Brest, Toulon et Rennes mais aussi sur ses USID implantées dans les bases aériennes à vocation nucléaire (BAVN) en liaison avec le service national d'ingénierie aéronautique (SNIA).

Les principales opérations

Pour la marine : un flux financier annuel de **80 M€** par ESID.

- **Bases navales de Brest et Toulon** : refonte des installations électriques.
- **Base opérationnelle de l'Île Longue** : vérification de la station de pompage provisoire et achèvement de la station d'eaux réfrigérées et des travaux d'extension de la piscine de stockage des combustibles², poursuite de la refonte électrique, renforcement des charpentes du bassin nord.

Pour l'armée de l'air : le programme ASMPA³

Il a été mis en service opérationnel sur les **bases aériennes (BA) 125 d'Istres et 113 de Saint-Dizier**. Les qualifications sont en cours sur la **BA 702 d'Avord**.

[TÉMOIGNAGE] Projet hors normes



« Sur l'Île Longue, j'assure le suivi de l'opération de refonte électrique des sous-marins à quai. C'est un projet hors normes, complexe et de haute technicité. Il fait appel à des domaines variés tels que l'électricité, la maîtrise des risques liée à la sûreté nucléaire ou les aspects juridiques. C'est un véritable challenge professionnel et personnel. »

*Ingénieure de 2^e classe (I2ETTM) Emilie Depin
Représentante ucon ducteur d'opérations
USID spécifique de l'Île Longue*

[ZOOM] - Maintenance à l'Île Longue

Le pôle MCO de l'USID spécifique de l'Île Longue maintient les installations de la base opérationnelle des SNLE⁴, par le biais de neuf marchés de maintenance. En 2010, le pôle a été mobilisé sans relâche pour maintenir la disponibilité des équipements lors de la transition du missile M45 vers le M51. Il a ainsi participé à la réussite de la mise en service de ce nouvel outil de la dissuasion nucléaire française.

1. Les infrastructures d'entretien des sous-marins et du porte-avions Charles de Gaulle ainsi que les installations de stockage et d'entretien des armes nucléaires.

2. Voir rapports d'activité du SID – année 2008, page 39 et – année 2009, page 51.

3. Le nouveau missile nucléaire « air sol moyenne portée améliorée » (ASMPA) pour les avions porteurs des forces aériennes stratégiques. L'ASMPA est un programme majeur interarmées, air et marine, sous le contrôle des forces nucléaires de l'état-major des armées (EMA/FN).

4. Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins équipés de missiles balistiques à têtes nucléaires M45 puis M51.

L'arrivée des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) Barracuda et des frégates européennes multimissions (FREMM) nécessite d'adapter les infrastructures portuaires et techniques de la marine.

Deux chantiers majeurs pour la marine

Barracuda : accueil, soutien et sûreté nucléaire

DCSID / ESID de Brest, Rennes et Toulon
Bases navales de Brest, Cherbourg et Toulon, base opérationnelle de l'Île Longue
Programme en cours de 2011 à 2023
Livraison prévue : 2015 à 2025
Coût estimé : de l'ordre de 350 M€ sur la période

La nouvelle génération des six SNA de la classe *Barracuda* remplacera les sous-marins de type *Rubis* à partir de 2017 avec la mise en service du *Suffren*, le premier de la série.

Les travaux d'adaptation porteront sur les capacités d'accueil, de maintenance (bassins, quais pyrotechniques...) et d'entretien (IPER¹) des sous-marins mais aussi sur les bâtiments vie (bureaux, logements) et entraînement. Ils répondront aux spécifications de sûreté nucléaire vérifiées par l'autorité de sûreté nucléaire de la défense (ASND). Le commissariat à l'énergie atomique (CEA) assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée de la refonte des installations individuelles telles que les bâtiments contenant des matières nucléaires.



FREMM : des infrastructures sur mesure

DCSID / ESID de Brest et Toulon
Bases navales de Brest et Toulon
Programme en cours de 2010 à 2017
Livraison prévue : 2012 à 2020 (Brest), 2015 à 2018 (Toulon)
Coût estimé : 140 M€

Sur les neuf frégates multimissions prévues, les premières à être livrées seront l'*Aquitaine* en 2012 à Brest et la *Provence* en 2015 à Toulon. Pour les accueillir et effectuer leur maintenance et leur IPER, les opérations d'infrastructure² prévoient d'adapter les appontements, les bassins, les quais industriels ainsi que le raccordement électrique en haute tension.

Ces travaux prennent en compte les caractéristiques et les dimensions des nouvelles frégates, que ce soit en termes de puissance électrique (1 MW au lieu de 550 kW) ou de tirant d'eau.

1. Indisponibilité périodique pour entretien et réparation : mise à sec (carénage) du sous-marin ou du navire pendant plusieurs mois pour son entretien et sa réparation.

2. Voir rapport d'activité du SID – année 2009, page 26.

Valoriser le patrimoine

La gestion technique du patrimoine

La GTP¹ prévoit, adapte et met à disposition les ressources immobilières nécessaires aux utilisateurs, dans les meilleures conditions de sécurité, de confort d'usage et de coût global.



Elle s'appuie sur une application informatique innovante qui, à terme, s'imposera comme l'outil de travail quotidien du service. Grâce à un recensement des installations et des bâtiments, l'outil GTP améliore la connaissance technique du parc immobilier ministériel. Il facilite le pilotage de la maintenance des infrastructures réalisée en régie ou par contrats mais aussi le suivi des énergies et des fluides. Il participe, enfin, à l'échange des données immobilières et financières.

La GTP en USID

Les nouveaux métiers liés à la GTP se développent au sein de l'organisation de chaque USID, et plus particulièrement dans deux sections :

- la section « ingénierie de la maintenance » qui pilote l'exécution de la maintenance et prescrit les contrats.
- la section « gestion du patrimoine » qui assure la surveillance et la gestion technique du domaine immobilier de la base de défense, et met à jour le référentiel technique permettant d'évaluer les coûts de maintenance.

Déploiement en cours

Avril 2011 : premières fonctionnalités² dans les USID pilotes de Rennes et de La Valbonne.

Juin 2011 : même déploiement au sein de 12 autres USID.

Fin 2011 : généralisation à tout le réseau SID avec toutes les fonctionnalités.

Recensement initial

Le recensement « état 0 » consiste à créer une base de données des installations techniques et des bâtiments du périmètre défense. Des équipes de recenseurs recueillent sur le terrain ces données à l'aide d'une tablette PC, la version nomade de l'outil GTP.

Cet « état 0 », initié à l'été 2010 au sein de l'EID de Paris, doit s'étendre progressivement à l'échelon national.

1. Voir les rapports d'activité du SID - année 2008, page 25, et - année 2009, pages 54-57.

2. Ce sont les fonctionnalités de l'outil GTP liées à la « connaissance du patrimoine » et au « traitement des demandes d'intervention » pour les travaux de maintenance.

La gestion technique du patrimoine (GTP) et l'ingénierie de la maintenance, métiers d'avenir du SID, se renforcent afin de gérer et conserver le patrimoine immobilier de la défense, tout en optimisant la dépense publique.

Redéfinir la fonction maintenance

Le SID doit proposer une offre de service qui améliore l'état du patrimoine immobilier tout en réduisant les coûts de maintenance. C'est le rôle de la **plateforme de rationalisation et d'externalisation de la maintenance (PF REM)**, structure projet créée en 2010 au sein de la direction centrale du SID. Ses premiers travaux consistent à établir un état des lieux des ressources dédiées à la fonction maintenance.

[TÉMOIGNAGES]

Des contrats mutualisés

« Responsable de la section maintenance créée en mars 2010, j'ai défini une stratégie de maintenance à court et moyen termes pour les futures USID. La reprise des contrats a débuté sur la plupart des sites et devrait aboutir à des contrats massifiés et mutualisés. Dans cette mission, j'ai appliqué les connaissances acquises durant ma formation diplômante en master 2 MEPI¹. »

*Albert Tamby (IEF)
Chef de la section maintenance
USID de Tours*

Maintenance multitechnique

« En charge du pilotage et de la gestion des contrats de maintenance, j'ai suivi deux marchés de maintenance multitechnique, l'un pour le SHD² situé au château de Vincennes, l'autre sur les emprises parisiennes de la marine. J'ai planifié les différentes gammes de maintenance avec le prestataire et les bénéficiaires et organisé le contrôle des prestations réalisé par nos équipes. »

*Ingénieur de 1^{re} classe (I1ETTM) Luc Chantrelle
Adjoint au chef de la division GTP
EID de Vincennes*

1. Maintenance-exploitation des patrimoines immobiliers (MEPI).
2. Service historique de la défense (SHD), organisme du secrétariat général pour l'administration (SGA).

La modernisation de la maintenance

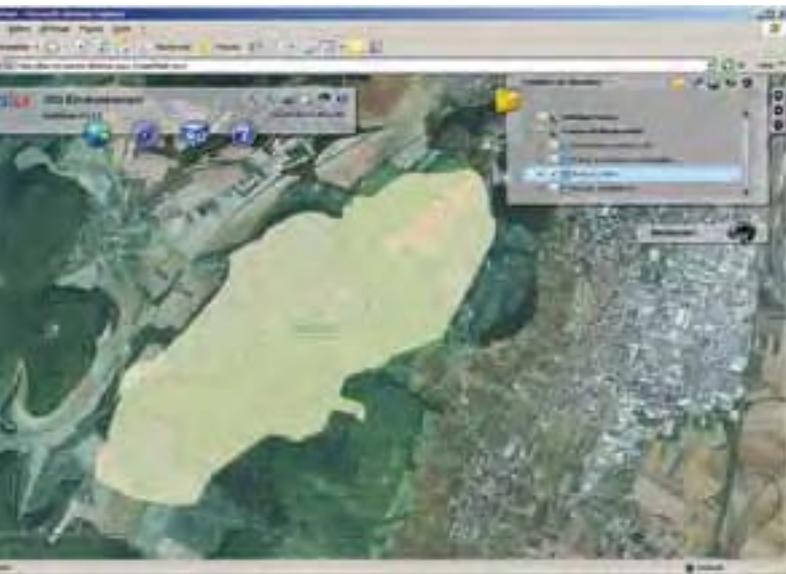
La réforme de la fonction infrastructure a placé le SID au cœur de la politique ministérielle de maintenance immobilière. Il lui appartient de définir et de mettre en œuvre des prestations de qualité dans l'exploitation-maintenance, cela en dégagant des économies sensibles.

..... En bref

La DID de Papeete a passé un marché unique de maintenance pour l'ensemble des infrastructures militaires polynésiennes, après une étude menée sur 8600 équipements techniques et 430 bâtiments. Signé en novembre 2010, ce contrat multitechnique et multisite dégagera des économies sensibles sur les coûts de maintenance.

[ZOOM] - Maintenance en PPP

La modernisation, la maintenance courante et l'entretien lourd des 15 casernes de gendarmerie et des 5 bâtiments de police de la région Auvergne seront confiés à un opérateur privé, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Ce projet dit « PPP de maintenance Auvergne » au profit du ministère de l'Intérieur prévoit des travaux de mises aux normes et de rénovation suivis d'une maintenance sur 25 ans. L'ESID de Lyon pilote la procédure de dialogue compétitif à deux tours qui désignera l'opérateur avant l'été 2011.



80 actes de vente
soit **128 millions d'euros**

Fiabiliser les données immobilières

Dans le cadre de l'inventaire du parc immobilier de l'Etat, la direction centrale du SID (DCSID) a élaboré un plan de contrôle adapté au ministère de la Défense et des Anciens Combattants. Ce guide liste les vérifications à mettre en place afin de garantir au mieux l'exactitude et l'exhaustivité des informations qui alimentent le référentiel immobilier de l'Etat de l'outil *Chorus RE-FX*².

La réactivité de la DCSID lui a valu d'être désignée, par le SGA, unique responsable ministériel du contrôle interne comptable de niveau 2 pour le processus « parc immobilier ».

Zones de biodiversité

Le SID a réalisé un système d'information géographique (SIG) pilote précisant les zones de biodiversité applicables aux espaces d'activités militaires. Cette application répond au plan d'action environnement ministériel et à la directive européenne *Inspire*. Cette dernière vise à faciliter l'accès à l'information géographique en Europe pour mieux protéger l'environne-

L'activité domaniale

Les agents domaniaux du SID préparent les dossiers des opérations foncières, en liaison avec France Domaine¹, la MRAI¹ et la DMPA.

En s'appuyant sur des outils informatiques, ils participent à l'amélioration de la connaissance du patrimoine immobilier.

ment. Le service s'est engagé, en étroite collaboration avec la DMPA, à créer une application opérationnelle en matière de domanialité et de connaissance du patrimoine. Le premier module sera accessible dès le mois de mars 2011.

[ZOOM]

Centrale photovoltaïque sur la BA 136

L'ancienne base aérienne 136 de Toul Rosières sera reconvertie en ferme photovoltaïque, la plus grande de France. L'Etat a accordé un bail emphytéotique³ d'une durée de 22 ans, renouvelable pour 8 ans, à EDF/EN⁴ pour installer, sur 140 ha, ses panneaux photovoltaïques d'ici 2012. La promesse de bail a été signée le 9 juillet 2010. Afin de réaliser cette prestation, le SID doit établir une délégation de maîtrise d'ouvrage vers l'entreprise qui sera entérinée en mars 2011 en même temps que le bail définitif.

1. France Domaine est un service du ministère des Finances qui représente l'Etat-proprétaire ; la MRAI est la mission de réalisation des actifs immobiliers, administration du ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

2. *Chorus* est l'outil informatique interministériel de pilotage de la gestion financière de l'Etat. Il se compose de 5 modules dont le module RE-FX (*Real Estate - Flexible*) qui correspond au référentiel immobilier de l'Etat. Voir rapport d'activité du SID - année 2008, page 23 et - année 2009, page 52.

3. Bail de longue durée, supérieure à 18 ans.

4. EDF *énergies nouvelles* (EDF/EN) est une filiale d'EDF spécialisée dans la production d'énergie électrique d'origine renouvelable.

La dépollution des terrains militaires

Le dispositif réglementaire sur la dépollution renforcé en 2010 a multiplié les études préalables qui ont conduit à notifier deux accords-cadres.



Etudes de pollution

	Pollution pyrotechnique	Pollution industrielle
Nombre d'études	116	52
Emprises non polluées	83	16
Emprises polluées	33	36

Cadre réglementaire

La nouvelle réglementation¹ impose au ministère de la Défense et des Anciens Combattants de réaliser des études préalables dites « historiques » de pollution pyrotechnique, avant tout travaux de dépollution.

Fin 2010, 116 études ont été réalisées, soit 66 de plus qu'en 2009. Cette hausse significative correspond à la mise en place des accords-cadres réduisant désormais la durée des études.

Deux accords-cadres

La direction centrale du SID a rédigé et notifié en mars 2010 deux accords-cadres sur la réalisation des études préalables de pollutions pyrotechnique et industrielle. Ils s'appliquent aux immeubles restructurés et à toutes les opérations domaniales. Répartis en cinq lots, un par région militaire, ils ont retenu trois sociétés par lot. Un tel groupement de commandes assurera une meilleure planification dans la réalisation de ces études mais aussi une souplesse et une meilleure réactivité des établissements du SID face aux besoins. Ces derniers, lors de la passation des marchés subséquents, remettront en concurrence uniquement les trois titulaires selon le critère « prix ».

1. Décret n° 2010-1261 du 22 octobre 2010 modifiant le décret n° 76-225 du 4 mars 1976 fixant les attributions respectives du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des munitions et des explosifs.

[ZOOM]

Dépolluer « l'aéroport gouvernemental »

La base aérienne 107 de Villacoublay qui accueille notamment la flotte gouvernementale fera l'objet d'une rénovation de ses aires aéronautiques. Conformément à la réglementation², tout terrain militaire qui sera remanié doit faire l'objet, au préalable, d'une dépollution pyrotechnique. La DCSID a donc passé un marché estimé à plus de 10 M€, en liaison avec le SNIA qui assure la maîtrise d'œuvre et la conduite d'opération. Le diagnostic avait recensé 10 939 cibles, sur les surfaces enherbées et construites. Les travaux en cours jusqu'en 2012 ont déjà traité 82% des cibles, avec 8 munitions découvertes dont deux bombes de 45 kg (100 lbs) et 227 kg (500 lbs).

En bref

La DID de Cherbourg a passé les contrats et assuré le suivi dans l'opération de déconstruction du navire *Lucifer II* échoué sur la plage de Querqueville. Achevés en mai 2010, les travaux ont nécessité une dépollution du site qui a évacué 1700 tonnes de terres polluées par les hydrocarbures.

2. Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique.

Expérimenter et évaluer

Trois expertises majeures du STBFT

Champ de tir pour grenades

Sur le camp du Valdahon, un champ de tir pour le lancer de grenades défensives est en cours d'expérimentation. Il se compose d'une position d'attente, d'un ouvrage destiné au stockage et au conditionnement des grenades et d'un mur à trois positions de lancers debout, à genoux et couché, pour droitier et gaucher.

Les savoir-faire techniques acquis dans cette infrastructure moderne seront exploités pour la préparation des tirs pratiqués sur le complexe AZUR¹ du CENZUB² à Sissonne.

Réutilisation d'anciens sites

La sécurité civile doit répondre à un manque de lieux de stockage pour les munitions non détruites. Elle a donc sollicité le STBFT afin d'examiner le potentiel de réemploi d'anciennes citernes à carburant du service des essences des armées (SEA) en stockage de munitions avant destruction. Des études de simulation dynamique ont permis de valider la résistance de ces citernes face à une explosion. Elles ont confirmé la possibilité de réemploi de ce site au profit du centre de déminage de Laon.

[TÉMOIGNAGE] - Outils estimatifs

« L'économie de la construction couvre une grande diversité de missions bien au-delà du seul chiffrage d'une opération d'infrastructure. Je concours à la réalisation des outils estimatifs diffusés au sein du SID et conseille le commandement sur la cohérence estimative de projets sensibles ou atypiques. Par exemple, dans le cadre du projet immobilier Balard 2015³, j'ai réalisé l'évaluation contradictoire du garage à bus et du tréfonds RATP. Le commandement sollicite aussi mon avis sur l'incidence économique des évolutions réglementaires ou de la conjoncture du BTP. »



*François Morin (IDEF)
Chef du bureau estimation des coûts
STBFT*

1. AZUR, action en zone urbaine, est un programme dans lequel le STBFT a la mission de quantifier les effets des armes en milieu urbain.

2. Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB) - voir rapport d'activité du SID - année 2008, page 61.

3. Voir page 24.

Afin de répondre aux spécificités de l'infrastructure militaire, le SID s'appuie sur les compétences de son bureau d'études techniques, le STBFT, mais aussi de son partenaire du STAC pour l'expertise des aires aéronautiques.

Hydrogéologie en Afghanistan

Sur le théâtre afghan, les experts du SID ont réalisé une mission d'évaluation de la chaîne de l'eau, du puisage à la distribution en passant par le traitement. Un expert eau et un hydrogéologue se sont rendus sur place afin de caractériser ces équipements, en améliorer le fonctionnement et, surtout, en limiter la vulnérabilité. Pour les sites ne disposant pas de ressources propres, les deux spécialistes ont prospecté les éventuelles ressources exploitables en vue de les rendre autonomes.



Les études aéroportuaires du STAC

Le service technique de l'aviation civile (STAC) met à la disposition du SID son expertise et ses compétences dans les domaines des études aéroportuaires, des chaussées aéronautiques, du balisage et des dispositifs d'arrêt.

En 2010, il a réalisé notamment :

- les avant-projets de plans d'exposition au bruit des bases aériennes (BA) de Dijon, Saint-Dizier, Châteaudun et Nancy ainsi que les études préliminaires sur les bases aéronautiques navales de Lorient Lann Bihoué et Landivisiau ;
- le projet de plan de servitudes aéroportuaires de la BA de Villacoublay ;
- des études et des avis sur projets de chaussées pour les bases de Toulon Hyères, Creil, Evreux, Orléans, Phalsbourg, Orange et Lanvéac ;
- des expertises de pistes et des préconisations de travaux à Saint-Dizier et Lorient Lann Bihoué ;
- des essais de portance ou d'adhérence des chaussées aéronautiques sur une dizaine de bases ;
- des contrôles de conformité et d'état des balisages diurnes et lumineux sur les BA de Saint-Dizier et Orléans.

Optimiser les moyens

Le développement de la fonction achats et les compétences de la filière finances participent à la recherche permanente d'efficacité, de réactivité et d'économie de moyens dans la politique infrastructure pilotée par le SID.

La fonction achats se réforme

Sur la base des orientations ministérielles, le SID a entamé la refonte de sa filière achats depuis le début 2010. Après un autodiagnostic réalisé à partir de la matrice de maturité des achats¹, chaque DRSID, actuellement ESID, a élaboré un plan d'actions à l'attention de ses acheteurs.

Dans chaque ESID, les acheteurs sont regroupés au sein du « service achats infrastructure ». Sa mission stratégique, définir et piloter la politique d'achat de l'établissement, en cohérence avec les directives du SGA et de la direction centrale du SID mais aussi avec le tissu économique local. Ses autres attributions consistent à rédiger et suivre les contrats, instruire les litiges et contentieux, et gérer les garanties.

Les acteurs de Chorus

La fonction finances du SID s'est investie pleinement, en 2010, dans la mise en œuvre de l'outil Chorus². Son effort et son engagement ont permis d'atteindre les objectifs fixés et de rattraper, en fin d'année, le décalage des consommations de crédits.

Chorus pour le SID

- 250 utilisateurs pour la DCSID et les 7 ESID,
- 650 fiches d'anomalies émises,
- 1 000 opérations soit 20 000 lignes de marchés à reprendre, 450 opérations nouvelles,
- Plus de 95 000 factures pour 925 M€, payées par la DDFiP³ des Landes, nouveau comptable assignataire de l'infrastructure en métropole,
- 100 jours de tutorat.

↓ Le directeur central avec les acteurs « CHORUS » de l'ensemble du SID.



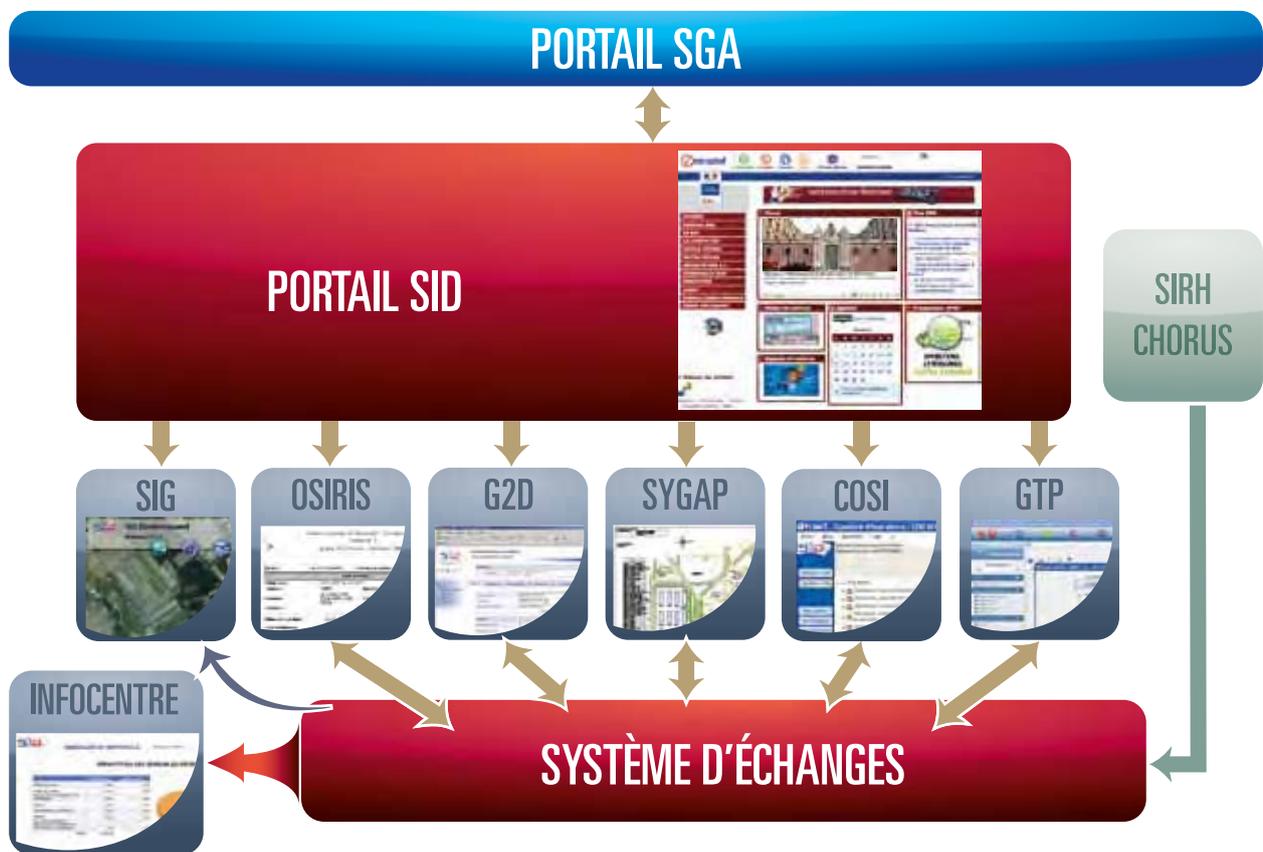
1. Outil permettant d'évaluer le niveau de maturité d'une entité achats sur onze axes de progression.

2. Voir pages 17 et 38.

3. Direction départementale des finances publiques (DDFiP)

Les outils métiers modernisent l'infrastructure

Les systèmes d'information et de communication (SIC) contribuent à l'efficacité du SID par des outils adaptés à la conduite d'opérations et à la gestion des ressources immobilières et financières.



Le système d'information des ressources immobilières et financières de la défense

Portail SID¹ Dès juin 2011, il offrira l'accès à l'ensemble des applications métiers du SID.

G2D² Développé en interne, il alimente *Chorus RE-FX³* et étend sa base de données aux immeubles de la DGA et aux logements baillés outre-mer.

COSI⁴ Cet outil est en cours de réalisation depuis février 2011 pour une livraison en 2013.

SYGAP⁵ Destiné avant tout aux dessinateurs, son déploiement et le collationnement des plans se termineront en juin 2011 avec 52 000 plans déjà intégrés.

Infocentre Opérationnel avec les données de G2D, il permet désormais de restituer les données financières réceptionnées grâce à un connecteur relié à *Chorus*.

GTP Voir page 36 - **SIG** Voir page 38.

1. Voir rapport d'activité 2009, page 30.

2. Outil de gestion domaniale de la défense (G2D) - Voir rapport d'activité 2008, page 22 et 2007, page 50.

3. Voir page 38.

4. Outil de conduite des opérations d'infrastructure (COSI) avec 3 fonctionnalités : suivi des contrats, conduite d'opérations et conduite des travaux.

5. Système de gestion et d'archivage des plans (SYGAP) - Voir rapport d'activité 2009, page 31.

Glossaire

- BdD : base de défense.
- DCSID : direction centrale du service d'infrastructure de la défense.
- DID : direction d'infrastructure de la défense.
- DMPA : direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (organisme du SGA).
- DRSID : direction régionale du service d'infrastructure de la défense.
- EID : établissement d'infrastructure de la défense.
- ESID : établissement du service d'infrastructure de la défense (remplace la DRSID).
- G2D : gestion domaniale de la défense.
- GSBdD : groupement de soutien de base de défense.
- GTP : gestion technique du patrimoine.
- IDEF : ingénieur divisionnaire d'études et de fabrications.
- IEF : ingénieur d'études et de fabrications.
- I1ETTM : ingénieur de 1^{re} classe des études et techniques de travaux maritimes (ingénieur à statut militaire).
- IPETTM : ingénieur principal des études et techniques de travaux maritimes (ingénieur à statut militaire).
- MCO : maintien en condition opérationnelle.
- MEDDTL : ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement.
- PPP : partenariat public-privé.
- SGA : secrétariat général pour l'administration.
- SLC : service local constructeur.
- SID : service d'infrastructure de la défense (organisme du SGA).
- SNIA : service national d'ingénierie aéroportuaire (organisme rattaché au MEDDTL).
- STAC : service technique de l'aviation civile (organisme rattaché au MEDDTL).
- STBFT : service technique des bâtiments fortifications et travaux.
- TSEF : technicien supérieur d'études et de fabrications.
- USID : unité de soutien de l'infrastructure de la défense.

Le rapport d'activité du SID 2010 en ligne :
- sur internet : www.defense.gouv.fr (rubrique SGA)
- sur intranet : www.sid.defense.gouv.fr

Direction centrale du SID - 3, rue de l'indépendance américaine - 78000 Versailles
Tél. : 01 30 97 94 96 - Fax : 01 30 97 94 45

Directeur de la publication Général de corps aérien Gérard Vitry
Directeur du comité de rédaction Général de brigade Bernard Bruder
Directeur de la rédaction Chef de bataillon Anthony Pfau
Rédacteur en chef M. Philippe Di Meglio
Rédactrice Mlle Hélène Le Saec
Graphisme Mlle Isabelle Lavigne
Photographe M. Patrick Palmesani

Crédits photographiques : SID, Patrick Palmesani (DCSID/Com), Hélène Orfèvre (DCSID/Com), Sarah Segala (DCSID/Com), Jean-Luc Deniel (ESID Brest), Capitaine Alain de Terrasson de Montleau (EID Marseille), SGC Emmanuel Desfosses (Service photo BA 702), Arte Charpentier architectes, SNIA, STAC, Charrier entreprise.
Impression : Bialec S.A.S. - ISSN 2111-4021 - Achievé d'imprimer en avril 2011



Contacter les organismes du SID

Direction centrale du SID (DCSID)

3 rue de l'indépendance américaine - CS 80601
78013 Versailles cedex
Tél : 01 30 97 96 90 - Fax : 01 30 97 96 20
direction@dcg.terre.defense.gouv.fr

STBFT

9, rue des Récollets - CS 90602
78013 Versailles cedex
Tél: 01 39 07 66 03 - Fax: 01 39 07 66 13
direction@stbft.terre.defense.gouv.fr

ESID de Bordeaux

Caserne Pelleport - 9 rue de Cursol - CS 61142
33082 Bordeaux cedex
Tél: 05 57 85 16 22 - Fax: 05 57 85 17 64
dir.drg-bordeaux@orange.fr

ESID de Brest

BCRM de Brest - CC 16
29240 Brest cedex 9
Tél: 02 98 14 80 00 - Fax: 02 98 14 81 28
dtmatlant@fr.oleane.com

ESID d'Ile-de-France

Base des Loges - Avenue du président Kennedy
BP 40202 - 78102 Saint-Germain-en-Laye
Tél: 01 39 21 22 53 - Fax: 01 39 21 29 90
esid-idf@defense.gouv.fr

ESID de Metz

5 rue de la citadelle - BP 10008
57044 Metz cedex 1
Tél: 03 87 15 48 08 - Fax: 03 87 15 48 04
esid-metz.dir@defense.gouv.fr

ESID de Lyon

BP 97423
69347 Lyon cedex 07
Tél: 04 37 27 23 03 - Fax: 04 37 27 30 65
esid-lyon.da@defense.gouv.fr

ESID de Rennes

BP 14
35998 Rennes Armées
Tél: 02 23 35 22 69 - Fax: 02 23 35 22 69

ESID de Toulon

BCRM de Toulon - BP N° 71
83800 Toulon cedex 9
Tél: 04 94 02 81 16 - Fax: 04 94 02 54 71
esid-tln@marine.defense.gouv.fr

Au dos, découvrez toutes nos implantations sur le territoire métropolitain.



Nos implantations en métropole



Zones de compétences des ESID par rapport aux bases de défense



Les ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI), les cadres du soutien infrastructure de demain

600 IMI en 2014

15 officiers ingénieurs recrutés par an en externe

11 statuts d'officiers unifiés

3 ans de scolarité à Arts
et Métiers ParisTech

1 an de formation militaire

www.defense.gouv.fr/sga/imi

